



NATIONS UNIES

CONSEIL DE TUTELLE



Distr.
LIMITEE
T/L.1187
12 juin 1974
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS-
FRANCAIS

CONSEIL DE TUTELLE
Quarante et unième session
Point 4 a) de l'ordre du jour

SITUATION DANS LE TERRITOIRE SOUS TUTELLE DES ILES DU PACIFIQUE

Rapport du Comité de rédaction

1. A sa 1427ème séance, le 10 juin 1974, le Conseil de tutelle a désigné un comité de rédaction composé des représentants de la France et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, qu'il a chargé de proposer, sur la base des délibérations qui avaient eu lieu au Conseil et aux fins d'inclusion dans le prochain rapport du Conseil de tutelle au Conseil de sécurité, des conclusions et des recommandations concernant la situation dans le Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique et de faire des recommandations au sujet du chapitre relatif à la situation dans ce territoire.
2. Le Comité de rédaction a tenu trois séances. Il a bénéficié du concours d'un représentant de l'Autorité administrante.
3. Compte tenu de la discussion générale qui avait eu lieu au Conseil sur la situation dans le Territoire, le Comité a formulé un certain nombre de conclusions et de recommandations qui, à son avis, reflètent les opinions de la majorité des membres du Conseil et qui sont énoncées dans l'annexe au présent rapport.
4. Le Comité recommande au Conseil de tutelle d'adopter le document de travail révisé relatif à la situation dans le Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique (T/L.1185 et Add.1) en tant que texte de base à utiliser pour le chapitre relatif à la situation dans ce territoire qui doit être incorporé au prochain rapport du Conseil de tutelle au Conseil de sécurité.
5. Le Comité recommande également que le Conseil de tutelle adopte les conclusions et recommandations énoncées dans l'annexe et les fasse insérer à la fin de chaque section ou sous-section appropriée du chapitre.

ANNEXE

PROJET DE CONCLUSIONS ET DE RECOMMANDATIONS

A. GENERALITES

Déplacements de population

1. Le Conseil de tutelle prend note des assurances données par l'Autorité administrante selon laquelle la population de l'atoll de Bikini, au moment où elle se prépare à regagner son habitat ancestral, a reçu toutes les garanties nécessaires concernant la salubrité de l'atoll. Il a accueilli avec satisfaction la promesse faite par les Etats-Unis d'accorder en principe des compensations financières à la population de Bikini.

Demandes de réparation pour dommages de guerre

2. Le Conseil de tutelle prend note de la déclaration de l'Autorité administrante selon laquelle les premiers versements ont commencé en octobre 1973. Il exprime le souhait que soient examinées en priorité les demandes qui paraissent les plus urgentes et que soit accélérée la procédure de paiement. Le Conseil rappelle à nouveau qu'il y a près de 30 ans que les hostilités ont cessé dans cette région et qu'une juste compensation doit être accordée sans délai aux personnes qui ont été victimes des événements de guerre.

B. PROGRES POLITIQUE

Gouvernement territorial

3. Le Conseil de tutelle a constaté que le Congrès de la Micronésie a voté depuis la dernière session de nombreux textes de loi, dont l'un particulièrement important qui prévoit la réunion d'une convention constitutionnelle.

4. Etant donné les inévitables divergences d'opinions que soulève l'exercice du droit de veto, le Conseil a estimé souhaitable que ce dernier soit réglementé par des textes appropriés - ceux-ci devraient en particulier faire la distinction entre les intérêts propres du Territoire et les obligations internationales de l'Autorité administrante, et limiter au maximum les possibilités d'intervention du Secrétaire de l'intérieur des Etats-Unis d'Amérique.

5. Le Conseil affirme une fois de plus, comme à de précédentes sessions, qu'il faudrait donner au Congrès de la Micronésie la possibilité de se prononcer en définitive sur une plus grande partie du budget. Il déplore que l'examen de cette question par les autorités des Etats-Unis ne soit pas achevé. L'un des résultats de la prochaine convention constitutionnelle pourrait fort bien être d'accroître l'autonomie interne de la Micronésie au cours de la période précédant l'expiration de l'accord de tutelle, mais le Conseil demeure d'avis que, pour que les Micronésiens soient à même de prendre des décisions en appréciant exactement la situation financière et économique du Territoire, la seule méthode est de donner préalablement aux représentants élus de la Micronésie la possibilité d'exercer un contrôle plus large sur les sommes disponibles pour les dépenses à effectuer.

6. Les conseillers spéciaux micronésiens ont fait part de leurs préoccupations quant à l'exercice du droit de veto par l'Autorité administrante. Celle-ci a indiqué que la proportion des lois qui s'étaient heurtées à son veto était faible si on la compare au nombre de lois qui ont été adoptées. Elle a souligné qu'en pratique ce droit n'était exercé que lorsque ses intérêts ou ses obligations internationales étaient en jeu.

Exécutif

7. Le Conseil de tutelle a pris note avec intérêt des précisions fournies par l'Autorité administrante sur les nominations de Micronésiens à des postes importants dans le domaine exécutif, d'où il ressort que les autochtones occupent environ 65 p. 100 des postes de responsabilité les plus élevés.

8. Au moment où se poursuivent des négociations sur le statut futur du Territoire le Conseil exprime le vœu que, d'une façon générale, la répartition des fonctions entre celles réservées à l'Autorité administrante et celles relevant de l'autorité locale facilite le passage à l'autonomie interne pendant la période transitoire qui précédera la consultation par laquelle le peuple micronésien se prononcera sur son avenir.

Administration de district

Législatures de district

9. Le Conseil de tutelle estime qu'une attention particulière devrait être donnée au fonctionnement des législatures de district, celles-ci constituant la base des organes délibérants du Territoire. Il estime que cette question devrait être résolue par la convention constitutionnelle.

Fonction publique

10. Le Conseil de tutelle a pris note avec satisfaction des indications chiffrées fournies par le représentant spécial, selon lesquelles 65 p. 100 des postes les plus importants soumis à l'approbation du Congrès sont occupés par des Micronésiens. Il a pris note également de ce que, d'après le représentant spécial, sur 37 postes importants, d'un niveau inférieur aux précédents, 20 sont détenus par des Micronésiens. Il prend acte des assurances données par l'Autorité administrante selon laquelle cette tendance se poursuivra en conformité avec les vœux réitérés pendant la session par les représentants micronésiens.

11. Le Conseil a constaté que bien qu'il y ait eu au cours de l'année écoulée une diminution du nombre des expatriés, fonctionnaires titulaires ou engagés sur contrat, le chiffre total des employés du gouvernement de la tutelle avait augmenté de 894 unités. Tout en accueillant avec satisfaction l'établissement d'une grille de salaires unique pour la fonction publique, il a exprimé le souhait que des mesures soient envisagées à la fois pour éviter un trop haut niveau des salaires et un trop grand nombre de fonctionnaires qui feraient peser une lourde hypothèque sur le budget de la Micronésie.

Education politique

12. Le Conseil de tutelle a pris note avec intérêt des indications données par le représentant de l'Autorité administrante sur l'implantation d'un programme d'éducation politique destiné à donner des éclaircissements à la population à la fois sur les négociations concernant le statut futur et sur les travaux prochains de la convention constitutionnelle. Il souhaite qu'un haut degré de priorité soit accordé à ce programme. Il a relevé particulièrement qu'un effort supplémentaire serait réalisé pour que la campagne d'éducation soit faite au niveau des communautés villageoises.

13. Le Conseil exprime le vœu que la révision du programme sur le sujet général de l'unité nationale ne préjuge en aucune façon le résultat général de la consultation de la population sur son statut futur.

Système judiciaire

14. Le Conseil de tutelle exprime le vœu que les efforts accomplis par l'Autorité administrante pour confier progressivement les postes de responsabilité de l'exécutif aux Micronésiens soient étendus au système judiciaire. Il rappelle les assurances données au cours de la quarantième session par le représentant spécial selon lesquelles la Haute Cour compterait aussitôt que possible des Micronésiens parmi ses membres.

C. PROGRES ECONOMIQUE

Economie générale

15. Le Conseil de tutelle note avec satisfaction que les prix du coprah se sont redressés en 1973/74 et que, de ce fait, les recettes d'exportation et les bénéfices des producteurs ont augmenté. Il note également que les recettes tirées du tourisme ont continué de s'accroître.
16. Le Conseil rappelle qu'à ses trente-neuvième et quarantième sessions il a constaté avec regret que les produits micronésiens entrant aux Etats-Unis continuaient d'être frappés de droits de douane, et il doit de nouveau déplorer que la situation n'ait pas changé, bien que l'examen de la question n'ait pas été abandonné. Il exprime l'espoir que l'Autorité administrante fera tout son possible pour favoriser le développement d'exportations rentables pour la Micronésie. A ce sujet, il espère aussi que les dispositions prises pour l'entrée aux Etats-Unis des produits micronésiens après l'expiration de l'accord de tutelle ne seront pas sensiblement moins favorables que celles dont pourraient bénéficier les îles Mariannes s'il venait à s'établir un nouveau type de relations entre ces dernières et les Etats-Unis.
17. Le Conseil rappelle que la mission qui s'est rendue dans le territoire en 1973 a, dans son rapport, exprimé l'avis qu'un sérieux effort était nécessaire pour freiner l'augmentation des importations. Le Conseil comprend très bien le souci des conseillers spéciaux de la Micronésie de ne pas voir une augmentation des droits d'importation porter préjudice aux plus pauvres, mais il recommande que l'on s'attache à identifier les importations non essentielles et, le cas échéant, à les décourager. Cela serait particulièrement opportun lorsqu'il existe sur place des produits pouvant remplacer les articles importés.
18. Le Conseil se félicite que l'Administration ait demandé aux autorités des Etats-Unis une augmentation des subventions allouées pour les années 1975 à 1977. Il espère que cette demande sera entendue, de sorte que les plans destinés à accélérer le développement de l'équipement de la Micronésie puissent être exécutés. Il se félicite également que l'Administration ait soumis à cette fin, avec l'accord du Congrès de la Micronésie, un nouveau plan budgétaire de cinq ans.
19. Le Conseil rappelle en même temps qu'il a approuvé à sa quarantième session l'idée, exprimée dans le rapport de la mission de visite de 1973, selon laquelle l'Autorité administrante devrait envisager de financer une étude approfondie sur l'économie du territoire. Il fait observer que M. Joah Sigrah, représentant à la Chambre de la Micronésie et conseiller spécial, a lui aussi approuvé cette idée. Il estime qu'une parfaite connaissance des possibilités économiques de la Micronésie est essentielle pour permettre à cette dernière de se suffire davantage à elle-même et d'attirer des investissements étrangers importants. Il exprime l'espoir que cette étude pourra être menée à bien rapidement,

de manière que ses résultats soient soumis à la prochaine convention constitutionnelle et puissent la guider dans ses travaux, dont l'importance est capitale. Il rappelle qu'il a approuvé l'an dernier une recommandation de la mission de visite de 1973 selon laquelle l'Autorité administrante devrait envisager d'inviter des organismes internationaux compétents à mener à bien cette étude. A cet égard, il prend note avec satisfaction de la création d'un bureau de planification du territoire, et il suggère que, quel que soit l'organisme qui se chargera de ladite étude, il puisse bénéficier de l'aide technique de ce bureau.

20. Le Conseil se félicite hautement que le Secrétaire à l'intérieur des Etats-Unis ait levé, à la date du 1er avril 1974, l'interdiction faite aux étrangers d'investir dans le territoire. Le Conseil, rappelant ses précédentes recommandations en ce sens, estime que les dispositions touchant les investissements étrangers esquissées par le représentant spécial sont de nature à sauvegarder les intérêts des habitants du territoire, et il constate avec plaisir que certaines demandes ont déjà été déposées par des étrangers désireux d'investir en Micronésie.

Assistance fournie par les institutions internationales

21. Le Conseil se félicite hautement que des représentants de l'Administration et du Congrès de la Micronésie aient participé à la trentième session de la Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient (CEAEO), que le Gouvernement américain ait l'intention de parrainer, une fois que le Congrès des Etats-Unis aurait voté les lois nécessaires, la candidature de la Micronésie à la Banque asiatique de développement et que ce gouvernement ait signé le 10 juin 1974 un accord avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) qui permettra à celui-ci de commencer à établir un programme pour la Micronésie. A cet égard, le Conseil espère que ces nouveaux contacts entre la Micronésie et les institutions internationales qui s'occupent de développement contribueront à l'expansion de son économie dans des conditions viables. Le Conseil est également convaincu que les Micronésiens ne peuvent que bénéficier de relations plus étroites avec d'autres pays, en particulier avec leurs voisins du Pacifique.

Crédit

22. Le Conseil de tutelle se félicite de l'adoption par le Congrès de la Micronésie d'une loi portant création de la Banque de développement de Micronésie. Il espère que la Banque de développement prévoira un programme énergique d'investissements concernant l'infrastructure et la mise en valeur accélérée des ressources économiques de la Micronésie conformément aux priorités déterminées par l'Administration et le Congrès de la Micronésie.

Finances publiques

23. Comme on l'a noté précédemment, le Conseil de tutelle réaffirme ses recommandations antérieures selon lesquelles le Congrès de la Micronésie devrait se voir accorder le pouvoir de décider en dernier ressort de l'engagement d'une plus grande part du budget total.

24. Le Conseil rappelle qu'à sa quarantième session il a suggéré que le Congrès de la Micronésie envisage l'établissement d'un barème progressif des impôts sur le revenu ainsi que l'augmentation des taux, et qu'il continue d'étudier la possibilité d'augmenter les droits d'importation sur des articles tels que les denrées alimentaires, les boissons, les cigarettes et le tabac. Le Conseil réaffirme qu'à son avis des réformes fiscales de cet ordre pourraient permettre à la Micronésie de se suffire davantage à elle-même, favoriser le processus de remplacement des importations et donner aux Micronésiens le sentiment de participer à titre individuel au développement de leur nation.

Questions foncières

25. Le Conseil de tutelle accueille avec une grande satisfaction l'accord auquel on est parvenu au cours de la septième phase des négociations entre la Commission mixte du Congrès de la Micronésie sur le futur statut du territoire et les autorités des Etats-Unis pour ce qui est de restituer aux autorités de district le pouvoir de contrôle sur les terres du domaine. Il espère que ce transfert sera effectué avec toute la rapidité voulue.

26. Le Conseil prend note des pétitions qu'il a reçues en ce qui concerne la question de l'aliénation de terres à Tinian. Il prend également note de la déclaration du représentant des Etats-Unis selon laquelle un accord prioritaire a été réalisé à ce sujet au cours de négociations récentes entre les autorités des Etats-Unis et la Commission du statut politique des Mariannes, et il espère que cet accord tient entièrement compte des intérêts du district des Mariannes, y compris et en particulier de ceux des habitants de Tinian, ainsi que de la nécessité pour ces derniers de disposer de terres en quantité suffisante pour assurer leur développement économique et social.

Agriculture et élevage

27. Le Conseil de tutelle est heureux de noter la récente augmentation des prix du coprah et les progrès réalisés par la Micronésie pour ce qui est de se suffire à elle-même dans le cas de certains produits agricoles. Cependant, il exprime de nouveau l'avis que, dans le cadre des possibilités budgétaires de la Micronésie, il faudrait accorder une priorité plus élevée au développement des ressources agricoles du pays.

Ressources marines

28. Le Conseil de tutelle prend note avec satisfaction des progrès accomplis depuis 1972/73 en ce qui concerne le développement des ressources marines, vitales pour la Micronésie. Il prend note en particulier de la construction d'une flotte de bateaux de pêche en ferro-ciment et de la commande envisagée d'une flotte de bateaux de pêche plus importants. Il estime que, comme dans le cas de l'agriculture, on pourrait utilement dégager plus de ressources en vue du développement de l'industrie de la pêche en Micronésie, et par exemple pour la mise en conserve de poisson destiné à l'exportation. A cet égard, le Conseil exprime l'espoir que l'on pourra dégager rapidement le montant du solde inutilisé du Fonds de prêt au développement des ressources marines.

29. Le Conseil réaffirme la responsabilité de l'Autorité administrante à l'égard de la protection des ressources marines de la Micronésie. Il est heureux d'apprendre que le Gouvernement des Etats-Unis a accepté que la Micronésie participe au sein de la délégation des Etats-Unis à la prochaine Conférence sur le droit de la mer.

Industrie et tourisme

30. Tout en reconnaissant qu'il peut être nuisible, pour un pays en voie de développement et pour sa population d'être excessivement tributaire du tourisme, le Conseil de tutelle note avec satisfaction l'augmentation du nombre des touristes qui se rendent en Micronésie, l'accroissement des recettes touristiques directes de la Micronésie et le degré de participation des Micronésiens au développement des installations touristiques. Il exprime l'espoir que tous les districts de la Micronésie profiteront des avantages qui peuvent être retirés, tant sur le plan financier que dans le domaine de l'emploi, d'un programme de développement du tourisme, à condition que ce programme fasse l'objet d'un contrôle adéquat et tienne compte des vœux des habitants de chaque district.

Transports et communications

31. Le Conseil de tutelle déplore les circonstances qui ont obligé à confier à un administrateur judiciaire l'exploitation de la société TransPacific Lines, mais il note que l'Autorité administrante a pris des mesures pour que les ports micronésiens soient desservis temporairement par d'autres sociétés de transports maritimes, et que le premier navire d'une nouvelle flotte destinée à assurer la liaison entre les îles a été lancé récemment. Il rappelle cependant la préoccupation qu'il a exprimée à la quarantième session devant le fait que de graves insuffisances continuent à se faire sentir dans le système des transports et des communications. Il invite instamment l'Autorité administrante à accorder la priorité la plus élevée à l'adoption rapide, dès que les circonstances le permettront, d'arrangements permanents en matière de transports maritimes, afin d'alléger les difficultés auxquelles se heurtent les habitants des îles périphériques de la Micronésie.

32. Le Conseil demeure d'avis que seuls les intérêts de l'ensemble de la Micronésie devraient entrer en ligne de compte dans les décisions concernant l'adjudication de liaisons aériennes avec la Micronésie.

Coopératives

33. Le Conseil note avec plaisir l'essor continu des associations de coopératives de pêche. Il n'ignore nullement combien il est difficile de persuader les agriculteurs des avantages des coopératives agricoles, et en particulier de la mise en commun des machines, mais il espère que l'Administration consacrera à cette tâche une partie de ses efforts en matière d'éducation et d'information.

D. PROGRES SOCIAL

Services médicaux et sanitaires

34. Le Conseil de tutelle ne peut manquer de noter avec inquiétude les observations critiques de l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Il accueille avec satisfaction, cependant, les informations relatives au financement d'un nouvel hôpital dans le district de Ponapé au cours de la période 1973/74, ainsi qu'aux progrès réalisés dans l'établissement des plans d'un autre nouvel hôpital pour le district de Yap. Il note également que les étudiants de la première promotion du programme MEDEX ont achevé leurs études et que le nouveau budget-programme quinquennal envisage la construction de 115 nouveaux dispensaires au cours de la période correspondante. Il réaffirme la recommandation faite l'année précédente, selon laquelle il fallait faire un plus grand effort pour accroître le nombre de services médicaux préventifs et curatifs dans les régions périphériques du territoire.

Main-d'oeuvre

35. Le Conseil de tutelle note avec intérêt la désignation d'un chef à plein temps de la Division de la main-d'oeuvre. Il note également les efforts déployés de manière continue en vue de former des Micronésiens à des fonctions de responsabilité dans les secteurs privé et public. Il estime qu'il y aurait lieu d'intensifier ces efforts, conformément aux vœux exprimés par les conseillers spéciaux micronésiens et par le Congrès de la Micronésie.

36. Le Conseil note avec satisfaction que quatre des huit principaux départements territoriaux ont maintenant à leur tête un directeur micronésien et qu'on prévoit qu'il en sera de même avant un an pour deux autres départements.

Logement

37. Le Conseil de tutelle rappelle qu'à sa quarantième session il a prié l'Autorité administrante de lui faire rapport sur la mise en oeuvre d'un programme de logements à bon marché. Il espère recevoir ce rapport en temps opportun.

Sécurité publique

38. Le Conseil de tutelle prend note des remarques faites par le sénateur Wilfred Kendall, conseiller spécial, sur la nécessité d'une réforme judiciaire et pénale, et souhaiterait que l'Autorité administrante lui fasse rapport à ce sujet à sa quarante-deuxième session.

E. PROGRES DE L'ENSEIGNEMENT

Généralités

39. Le Conseil de tutelle se félicite qu'un effort d'adaptation des programmes scolaires aux besoins spécifiques des Micronésiens ait été engagé pendant la période considérée. Il voudrait toutefois que cette nouvelle orientation soit accentuée dans la perspective d'une autonomie plus grande et d'une ouverture accrue sur le monde extérieur. Le Conseil souhaiterait que l'Autorité administrante prépare un rapport précisant les adjonctions effectivement introduites dans les programmes d'études des élèves micronésiens tant au sujet des districts voisins conformément à la loi de 1969, que des pays du Pacifique et des pays en voie de développement. Il souhaiterait aussi que soient renforcés dans ces programmes les passages consacrés au développement d'une identité culturelle micronésienne.

40. Le Conseil, conscient de l'importance de la formation professionnelle pour la Micronésie, souhaiterait mettre à nouveau l'accent sur l'urgence, pour chaque district, d'une étude prospective des besoins en main-d'oeuvre. Cette étude faciliterait l'adaptation des programmes des centres de formation professionnelle et permettrait de prévoir en temps opportun les matières d'enseignement qu'il convient d'adjoindre le plus rapidement possible aux matières existantes.

41. Le Conseil souhaiterait également qu'une étude comparable soit faite pour l'enseignement supérieur. S'il se félicite, en effet, que près de mille Micronésiens soient déjà détenteurs de diplômes supérieurs allant de l'"Associate of Arts" au "P.H.D.", il voudrait éviter dans l'avenir une distorsion trop grande entre les secteurs choisis par les étudiants et ceux où existe un réel besoin pour le Territoire.

Diffusion de renseignements sur l'Organisation des Nations Unies

42. Le Conseil, tout en se félicitant des réactions favorables provoquées en Micronésie par les missions de visite, souhaiterait qu'un effort supplémentaire soit accompli pour faire connaître aux habitants leurs recommandations et leurs observations.

F. FIXATION DES DATES INTERMEDIAIRES ET D'UN CALENDRIER DEFINITIF POUR L'ACCESSION A L'AUTODETERMINATION OU A L'INDEPENDANCE

Statut futur

43. Le Conseil de tutelle a noté avec satisfaction que, lors de la reprise de négociations à Washington, en novembre 1973, entre la Commission mixte du statut futur et la délégation des Etats-Unis, celle-ci avait annoncé la décision de l'Autorité administrante de restituer aux districts les terres du domaine public.

44. Tout en regrettant que, vu qu'aucun accord n'a pu être réalisé au sujet de la contribution que les Etats-Unis donneront à la Micronésie à l'expiration de l'Accord de tutelle, les négociations aient été à nouveau ajournées, le Conseil a pris note de ce que les contacts entre les chefs des deux délégations n'ont jamais été interrompus. Il a noté également que, tant l'Autorité administrante que les conseillers spéciaux avaient exprimé leur satisfaction devant les progrès accomplis au cours de l'année passée et avaient annoncé que les négociations officielles reprendraient dans le courant de l'été 1974. Le Conseil souhaite que dans la recherche d'un accord l'Autorité administrante ne perde pas de vue les obligations morales et légales qu'elle a accepté de remplir vis-à-vis du Territoire.

45. Le Conseil a noté que sans exclure la formule de l'indépendance, selon les déclarations de l'Autorité administrante et des conseillers spéciaux, les négociations continuent à être orientées vers le choix de la libre association pour les cinq districts des Marshall, Ponapé, Truk, Yap et Palaos. En ce qui concerne les Mariannes septentrionales, des négociations séparées ont lieu et elles tendent vers l'établissement d'un commonwealth sous la souveraineté des Etats-Unis. Tout en admettant que les négociations futures peuvent être facilitées par les entretiens privés qui ont lieu actuellement, le Conseil a exprimé le vœu d'être tenu plus complètement au courant dans les mois à venir des développements important en cours.

46. Le Conseil a pris note de ce que les deux parties étaient convenues de faire approuver le statut politique futur de la Micronésie non seulement par le Congrès des Etats-Unis mais par le Congrès de la Micronésie et surtout par la population au moyen d'une consultation libre, qui aura lieu sous une forme à déterminer. Il est également prévu que cette consultation sera effectuée en présence des Nations Unies.

47. Le Conseil exprime le souhait que les termes de la consultation soient clairement définis et qu'aucune formule, y compris l'indépendance, ne soit écartée.

48. Le Conseil, après avoir entendu les déclarations de l'Autorité administrante, estime qu'au cas où la population des îles Mariannes serait consultée séparément de celle du reste de la Micronésie, son statut politique envisagé devrait au préalable être porté à la connaissance du Congrès de la Micronésie. Le Conseil a marqué que la consultation de la population des Mariannes devrait avoir lieu également en présence des Nations Unies et n'exclure aucune formule.

49. Le Conseil espère vivement que les trois délégations conduiront les négociations de telle façon que, si des référendums distincts devaient avoir lieu, d'une part dans les Mariannes, d'autre part dans les autres districts de la Micronésie, ces consultations puissent être effectuées simultanément.

50. Comme au cours de la session précédente, le Conseil a exprimé l'espoir que, si la sécession des îles Mariannes ne peut être évitée, les trois délégations intéressées s'efforceront de rechercher des solutions permettant le maintien de

liens aussi étroits que possible, dans tous les domaines, et laissant la possibilité aux Mariannes de retrouver sans difficulté leur place dans l'ensemble micronésien au cas où leur population manifesterait dans l'avenir le désir d'une réunification.

51. Le Conseil souligne que l'Autorité administrante a une nouvelle fois affirmé son intention de mettre fin à l'Accord de tutelle simultanément pour toutes les parties de la Micronésie, et non pour une seule séparément. A la lumière des explications données par le représentant des Etats-Unis, le Conseil interprète cette déclaration comme signifiant que la tutelle continuerait à s'appliquer éventuellement à une partie du Territoire administrée séparément avant la fin de l'Accord de tutelle.

52. Le Conseil a noté avec une réelle préoccupation que les îles Marshall avaient exprimé l'intention d'entamer à leur tour des négociations séparées avec l'Autorité administrante. Il a pris note de la volonté exprimée à plusieurs reprises par celle-ci de préserver l'unité des Marshall et des Carolines. Il exprime sa ferme conviction que les problèmes qui seraient à l'origine de cette tendance seront réglés de telle manière que l'unité de ces districts sera maintenue.

53. Le Conseil espère que l'Autorité administrante, qui a annoncé le développement d'un programme d'éducation politique au niveau des villages, veillera à sa mise en oeuvre. Il a exprimé sa satisfaction des progrès enregistrés en ce qui concerne la convocation d'une conférence constitutionnelle elle-même précédée d'élections au niveau de l'ensemble du Territoire et appelée à jouer un rôle déterminant dans la réalisation de l'autonomie.

54. Le Conseil a cependant estimé que des progrès plus substantiels devraient être accomplis sur le plan de la préparation des cadres micronésiens à la relève des expatriés, et sur le plan de l'autonomie interne avant même la fin de la tutelle sur le Territoire.

55. Le Conseil a formulé le souhait d'être informé de façon aussi précise que possible des conditions dans lesquelles s'exercera la tutelle pendant la période intérimaire. Il exprime sa préoccupation à la suite des déclarations des conseillers spéciaux micronésiens selon lesquelles le statut futur pourrait n'être mis en place qu'en 1981 et souhaite que la fin de la tutelle intervienne à une date plus rapprochée, compte tenu toutefois des intérêts de la Micronésie.
